

SPECA • HEBDO

SPECA-HEBDO • Volume 26 / Numéro 5 • Vendredi 7 octobre 2005

www.speca.ca.edu

CALENDRIER DES RENCONTRES

Depuis la prise du pouvoir par le gouvernement Charest, rien n'est facile pour la population du Québec et le mouvement syndical. Les négociations des conventions collectives pour le personnel du secteur public avec ce même gouvernement employeur sont à l'image de son œuvre.

Cette négociation est plus qu'une négociation de convention collective. C'est une confrontation des idées sur les services donnés à la population québécoise. L'arrogance dont fait preuve Monique Jérôme-Forget à l'égard du mouvement syndical depuis les derniers mois laisse voir que nous aurons besoin d'information et d'action dans nos syndicats.

C'est dans ce contexte que se tiendront plusieurs réunions importantes.

Rencontres avec vos représentants au regroupement cégep pour les personnes intéressées :

au local du SPECA (G-1145)
le jeudi 6 octobre de 13 h 30 à 15 h 30
le jeudi 13 octobre de 11 h 30 à 13 h 30
le mardi 18 octobre de 12 h 30 à 13 h 30

ASSEMBLÉE SYNDICALE

Le jeudi 20 octobre à 14 h 15
au salon des personnels
Sur les priorités des négociations sectorielles

Rencontre RCD et exécutif du Speca

Le mardi 25 octobre à 9 h 30
local du SPECA (G-1145)
Sur les actions locales entre autre...

ASSEMBLÉE SYNDICALE ET SOUPER D'HUÎTRES

Le mercredi 26 octobre à 18 h
à la cafétéria du bloc G
Sur un mandat de 4 journées de grève

CONTESTATION DE LA LISTE D'ANCIENNETÉ

DATE LIMITE :
9 novembre 2005

Nous vous rapellons que le 9 novembre 2005 est la date limite pour faire une demande de correction à la liste d'ancienneté de l'automne 2005.

Nous ne saurions trop insister sur l'importance de cette opération, car si une erreur n'a pas été signalée (avant le 9 novembre 2005 pour la liste d'ancienneté automne 2005), la liste devient officielle sous réserve des contestations survenues durant la période d'affichage.

Pour plus de détails, vous pouvez vous référer à l'article 5-3.00 de la convention collective.

INSCRIPTION AU DÉPOUILLEMENT DE L'ARBRE DE NOËL DU 10 DÉCEMBRE 2005

DATE LIMITE : vendredi 28 octobre 2005

**Vous avez jusqu'au vendredi 28 octobre 2005
pour inscrire au local du SPECA (G-1145)
vos enfants et petits-enfants**

... SOMMAIRE ...

- Appel aux professeurs de réagir à l'article de Marie Allard 1
- Alors, ces huîtres? 1
- Lettre ouverte aux journaux, vendredi 30 septembre 2005 3
- Négociation : Le gouvernement a une marge de manœuvre 4
- Mon ami Vacher 5
- Article de Marie Allard, *Les profs de cégep n'enseignent
que 15 heures par semaine* Annexe I

Appel aux professeurs de réagir à l'article de Marie Allard

Les profs de cégeps n'enseignent que 15 heures par semaine!

Bonjour à toutes et à tous,

Les membres de votre syndicat qui ont parcouru *La Presse* du jeudi 29 septembre 2005 auront sans doute sursauté à la lecture du titre d'un article de Marie Allard (que nous joignons en annexe I) : *Les profs de cégeps n'enseignent que 15 heures par semaine!*

Bien que la journaliste ait l'honnêteté, dans le texte, d'imputer au Comité patronal de négociation des collègues (CNPC) la production et l'interprétation des chiffres cités, le mal est fait : nous n'enseignons « que » quinze heures par semaine et les préjugés éculés sur la tâche vont encore une fois brouiller le cadre de nos négociations.

Ce genre de stratégie médiatique, utilisée par la partie patronale, va sans doute se poursuivre. Il faut réagir! La FNEEQ a fait parvenir le vendredi 30 septembre 2005 une lettre ouverte aux journaux (vous la trouverez en page 4 du présent SPECA-HEBDO) et la CSN interviendra publiquement sur cette question.

Réagissons

Mais il appartient aussi aux membres des syndicats de faire savoir aux médias ce qui se passe en réalité dans les cégeps, à titre d'enseignante et d'enseignant dans un collège de la FNEEQ. À la suite de cet article, l'image qui reste de nos semaines de travail, pour monsieur et madame tout-le-monde, est sans commune mesure avec la réalité. À lire sans réfléchir le titre de l'article de Mme Allard, on pourrait penser que nous travaillons seulement quinze heures par semaine. Si on poursuit l'article, on pense à 23,5 heures, la préparation seule étant comptée. Si on va plus loin, on

pourra confondre nos 32½ heures de disponibilité avec notre semaine de travail. Mais rien de tout cela n'a à voir avec ce que l'on connaît!

Je vous invite fortement à réagir par écrit le plus tôt possible. Je suis certain que Mme Allard serait intéressée à mieux connaître le quotidien des enseignantes et des enseignants de cégeps (son courriel est : marie.allard@lapresse.ca). Le message à envoyer à la journaliste peut être bref; en un paragraphe, il est possible de traduire le quotidien parfois très lourd auquel nous sommes confrontés (votre argumentation doit reposer sur votre réalité pour être efficace. Comme travailleuse ou travailleur du secteur public, vous seul pouvez témoigner. C'est ce côté humain qui rend le tout crédible et intéressant. Votre charge de travail est insoutenable? Ça fait dix ans que vous attendez un poste régulier? Vous voulez signaler que depuis deux ans, vous n'avez eu aucune augmentation de salaire alors que votre facture ne cesse d'augmenter, comme toutes sortes d'autres tarifs et que le coût de la vie poursuit sa progression?, etc.)

Plus nous serons nombreux à réagir, plus les chances sont grandes que notre message soit repris. Si nous ne mettons pas nous-mêmes la réalité sur la place publique, si nous ne faisons pas nous-mêmes la démonstration de la pertinence de nos demandes, personne ne le fera à notre place.

À vos plumes!

Syndicalement,
Jean Trudelle, 2^e vice-présidence FNEEQ-CSN

Alors, ces huîtres ?

Étant donné que nous sommes dans l'obligation de tenir en soirée l'importante assemblée syndicale du mercredi 26 octobre qui se prononcera sur la grève, et compte tenu des capacités financières du SPECA, les membres de l'exécutif ont convenu de remplacer le party d'huîtres par ladite assemblée et le souper qui l'accompagne.

Nos retrouvailles automnales autour d'un repas d'huîtres auront donc lieu, mais dans un cadre différent. On retrouvera au repas du 26 octobre les plats habituellement au menu lors du party d'huîtres (soupe aux huîtres, huîtres fraîches, huîtres frites, menu de substitution pour les personnes n'aimant pas les huîtres, etc.). La seule différence, c'est qu'il n'y aura pas de party!

Au plaisir de s'y retrouver tous ensemble et de déguster ces fruits de mer...

Lettre ouverte aux journaux, vendredi 30 septembre 2005

Bernard Derome travaille-t-il seulement une heure par jour?

Dans une année, les joueurs du Canadien de Montréal ne jouent qu'une centaine de matchs, les éditorialistes n'écrivent qu'une centaine de textes, les chanteurs populaires ne donnent qu'une centaine de spectacles. Et on ne voit Bernard Derome qu'une heure par jour sur nos petits écrans.

Doit-on réduire le travail de toutes ces personnes à leur prestation publique?

Il y a quelque chose d'aussi pernicieux dans ce titre de *La Presse* d'hier, *Les profs de cégeps n'enseignent que quinze heures par semaine*. Notez bien ce «n'enseignent que», qui charrie à lui seul les vieux préjugés qu'on connaît sur les profs de cégep!

L'enquête à laquelle se réfère l'article a été menée par la partie patronale de négociation pour les cégeps. La production de cette recherche, sa diffusion et tout ce qu'on voudrait lui faire dire colle parfaitement à l'approche du gouvernement sur les salaires : être simpliste, lancer des chiffres que le grand public ne peut ni contester ni surtout placer en perspective, tenter de discréditer les demandes et, au *finish*, mettre au pas les syndicalistes de tout acabit.

L'enquête produite par la partie patronale révèle que la charge de travail moyenne des profs n'a pas augmenté. Un des problèmes, c'est que les chiffres utilisés pour faire le calcul ne mesurent seulement qu'une partie de la tâche accomplie. C'est comme si les autres aspects de notre travail n'existaient pas. Avec une telle logique, comme dirait l'autre, on pourrait démontrer que les hôpitaux sont des lieux dangereux, parce que le taux de mortalité y est plus élevé qu'ailleurs!

De plus, les paramètres utilisés dans le calcul de la charge de travail n'ont pas été ajustés depuis longtemps et ne rendent plus justice à la réalité.

C'est ridicule. La semaine de travail d'un prof de cégep n'a rien à voir avec l'image projetée. Prenons par exemple le cas d'un enseignant qui donne 16 heures de cours par semaine. Il faut ajouter une dizaine d'heures de préparation, six heures d'encadrement des étudiantes et des étudiants. Plus au moins une réunion de trois heures, sans même compter sa préparation. Le prof n'a pas encore corrigé. Une seule copie d'un examen ou d'un travail (un rapport de laboratoire, une dissertation) prend facilement près d'une demi-heure car il faut annoter chaque copie. Pour une centaine d'étudiants, on parle de 50 heures de correction – par travail donné – à répartir sur quelques semaines. Ce processus de correction se répète plusieurs fois par session.

On ne parle pas du reste, de tous ces travaux satellites qui ne sont comptabilisés nulle part et qui vont de l'intégration des technologies de l'information et des communications (TIC) à l'enseignement, à des rencontres informelles de concertation sur les programmes, à la participation aux journées Portes ouvertes, aux ateliers sur la réussite, aux lectures nécessaires aux cours, à la préparation matérielle de laboratoire, etc.

On pourrait allonger la liste, mais le gros bon sens peut quant à lui indiquer à qui veut réfléchir que la tâche enseignante, en 2005, ne peut pas être mesurée avec des paramètres qui n'ont pas évolué depuis une quinzaine d'années. Dans un contexte où on clame partout l'importance de l'enseignement supérieur, l'amélioration des conditions d'enseignement n'est pas un luxe : c'est une nécessité.

Jean Trudelle
2^e vice-présidence FNEEQ-CSN

Extrait d'un communiqué CSQ-SPGQ et SFPQ, 27 septembre 2005

Négociation du secteur public et finances du Québec : le gouvernement a une marge de manœuvre

En avril 2003, juste après son arrivée au pouvoir, le gouvernement libéral déclarait avoir découvert un trou de 4,3 milliards de dollars dans les finances du Québec. Pourtant, moins de deux mois plus tard, M. Séguin, alors ministre des Finances, volatilisait ce monstre d'un coup de baguette magique en présentant un premier budget équilibré. Et l'année suivante? Son budget, toujours équilibré, améliorait les allocations familiales, augmentait les subventions salariales et consentait même de modestes allègements fiscaux, le tout pour une valeur annuelle estimée à 1 milliard. Pour l'année 2005, une impasse de 1,6 milliard se profilait. Mais, en avril dernier, c'est un budget équilibré comportant une augmentation de dépenses de 450 millions de plus que prévues qui a été présenté. Pour l'année qui vient, il y aurait un trou de 773 millions à combler. Faut-il paniquer?

« Nous sommes habitués à voir le gouvernement fédéral sous-estimer ses surplus. Nous devrions peut-être nous habituer maintenant à voir le gouvernement Charest surestimer ses difficultés financières ... surtout en période de négociations avec ses employées et ses employés », ont souligné les porte-parole syndicaux.

Une marge de manœuvre existante

Dans le cadre actuel des négociations avec les employées et les employés de l'État, le gouvernement Charest et la présidente du Conseil du trésor, Mme Monique Jérôme-Forget, cherchent par tous les moyens à accrédi-ter l'idée que leur offre monétaire de 12,6 % sur six ans, incluant les salaires, l'équité salariale, les suppléments pour attraction et rétention, est fort généreuse et qu'elle pousse les capacités financières du Québec à la limite. Cette proposition coûterait 3,2 milliards. Qu'en est-il au juste?

Présentement, les dépenses de programmes du gouvernement s'élèvent à 48,4 milliards, dont 56 % sont consacrés à la rémunération. Si les dépenses continuent d'augmenter de 3 à 4 % par année et que la proportion consacrée à la rémunération demeure la même, les dépenses de rémunération augmenteront de 800 à 1000 millions par année ou, encore, de 4,8 à 6 milliards au bout de six ans. Avec ses offres de 3,2 milliards, le gouvernement se laisse de bonnes marges.

De l'argent qui dort

Dans le budget de cette année, le gouvernement du Québec a mis de côté 380 millions dans son Fonds de sup-

pléance « pour tenir compte des conventions collectives et de l'équité salariale ». Il ne faut donc pas croire qu'il est pris au dépourvu.

Comme l'a récemment précisé le ministre des Finances du Canada, M. Goodale, le gouvernement fédéral a entièrement payé, en 2004-2005, les 4,3 milliards qui iront aux provinces grâce au Fonds pour la réduction des temps d'attente dans le secteur de la santé. La part du Québec s'élève à 1057 millions, dont 295 millions ont déjà été dépensés. Ceci laisse 762 millions, sommes disponibles en tout temps. En 2003, faut-il le rappeler, le gouvernement avait anticipé l'utilisation d'une réserve du même genre totalisant 809 millions. La pertinence d'utiliser ces sommes, maintenant ou plus tard, dépend des choix de planification budgétaire du gouvernement.

La dette : un poids qui s'allège

Le gouvernement ne cesse de se lamenter à propos de l'endettement élevé du Québec et de la lourdeur des intérêts. En fait, le service de la dette est demeuré plutôt stable depuis 1997, oscillant entre 7,1 et 7,6 milliards par année. En proportion des revenus budgétaires, qui ont augmenté de 41 % entre-temps, les intérêts sur la dette ont diminué de 17,7 cents, en 1997-1998, à 13,1 cents, en 2005-2006. Cette réduction de 4,6 cents dans le dollar de revenu, quand les revenus totalisent 58,6 milliards, signifie que le gouvernement s'est dégagé une marge de 2,7 milliards. C'est loin d'être négligeable.

Il est vrai que la dette a grossi, mais le patrimoine a grossi bien davantage, ce qui réduit le poids de la dette. Depuis 1997-1998, la dette nette du Québec a augmenté de 12 %, passant de 88,5 à 99,1 milliards. Et, cette augmentation s'explique surtout par les investissements. Parallèlement, le PIB du Québec augmentait de 48 %. Sans doute est-il possible d'inventorier les moyens pour faire mieux en matière de contrôle de l'endettement, mais on pourrait espérer, de la part du gouvernement, un éclairage plus objectif sur le phénomène.

Il y a de l'argent à Ottawa : allez le chercher

Ottawa dispose d'une marge de manœuvre importante. Le budget fédéral de février dernier prévoyait des surplus avant mesures budgétaires de 93,3 milliards de 2005 à 2009. Mais, alors que les transferts pour la santé au Canada ont augmenté de 9,9 milliards entre 1995-1996 et 2004-2005,

→

→ → Suite de la page 4

les transferts pour l'éducation post-secondaire et l'aide sociale ont diminué de 2,2 milliards. En fait, les transferts du fédéral pour les programmes sociaux ne représentent que 11,5 % des dépenses des provinces dans ces domaines.

Le ministre des Finances du Québec, M. Michel Audet, a indiqué qu'il entendait récupérer, dès cette année, le manque à gagner au chapitre des transferts fédéraux pour l'éducation post-secondaire et l'aide sociale. C'est à suivre!

Des finances publiques plus solides

À certains égards, les finances publiques du Québec sont en meilleur état aujourd'hui qu'hier. Au cours des dernières années, les finances du Québec ont subi le contrecoup de deux événements percutants : la chute des cours boursiers et l'affaïssement de la péréquation.

La chute des cours boursiers a entraîné une dévaluation des portefeuilles de plusieurs organismes publics, comme la CSST et la SGF. En conséquence, le Québec a affiché un déficit pour postes exceptionnels de 728 millions en 2002-2003 et de 358 millions en 2003-2004. Par ricochet, la dette publique a augmenté. Depuis, des mesures correctrices ont

été appliquées par le gouvernement pour empêcher la répétition de tels événements.

À la suite d'une révision des calculs de péréquation, les droits annuels du Québec ont été réduits de plus de 1 milliard. Le gouvernement s'est alors trouvé confronté à l'obligation de rembourser 2,4 milliards de « trop perçus » pour 2003 et 2004. Il va sans dire que la planification budgétaire s'en est vivement ressentie. Les accords sur la santé de septembre 2004 ainsi que le nouveau cadre pour la péréquation ont toutefois procuré au gouvernement les sommes nécessaires à la préservation de l'équilibre budgétaire. Ces arrangements, qui peuvent sans doute être bonifiés, assureront au moins une meilleure stabilité et une certaine croissance des transferts du fédéral au cours des prochaines années.

« Sous ces rapports, on peut donc voir une amélioration de l'état des finances publiques du Québec, plutôt que le marasme que le gouvernement se plaît à ressasser. La rigidité et l'intransigeance du gouvernement dans les négociations avec le secteur public doit céder sa place à la négociation », ont conclu Mme Roberge, M. Sawyer et M. Parent.

Mon ami Vacher

Au départ, il était d'un naturel curieux, d'une vive intelligence et doté d'une rare capacité de travail. Il voulait tout savoir et avoir tout lu. Et, de fait, il lisait tout, ou presque, avidement. Ce Vacher-là, *c'était déjà un* peu cette passion du réel dont il ferait plus tard le titre d'un de ses livres. Il aurait aisément pu, comme beaucoup, se satisfaire d'accumuler et d'étaler son érudition, surtout qu'il avait la plume et le verbe faciles. Mais je l'ai vu plutôt réaliser que les jargons et les belles paroles obscurcissent la vérité, qui ne se laisse pas saisir si aisément, après tout. Le besoin de comprendre *vraiment* s'est affermi chez lui. Dès lors, il me semble que ses lectures innombrables se muèrent en cette étude patiente, voulue, orientée, ininterrompue, menée sur des années, par laquelle il a systématiquement entrepris de confronter toutes les opinions et les savoirs et de déconstruire les illusions : que *sait-on* au juste? Qu'est-ce que tout cela veut dire? Et qu'en est-il véritablement de *tout*? Il s'est mis à trier le bois vert du bois mort en plusieurs domaines et à séparer l'essentiel du secondaire. Il a ouvert ses chantiers, fait les livres que lui imposaient ses interrogations. Ce

faisant, il peaufinait la veine polémique et argumentative qu'il privilégiait. Mais je l'ai vu aussi revenir sur ses propres positions, nuancer des avis, se faire des objections, changer d'idée et ce, envers et contre les modes du moment, les chapelles et la rectitude politique. Il n'essayait pas d'être populaire, d'être aimé ou de séduire : il essayait de dire vrai. Ainsi, Vacher ne s'est pas dérobé : il a eu le courage qu'exigeaient la lucidité et l'indépendance d'esprit qu'il cultivait.

En fait, tenter de comprendre et de s'expliquer le réel en tous ses aspects et en parler aux autres lui était vital. C'est pourquoi il avait voulu enseigner la philo et écrire des livres. S'il en tirait plaisir, il reste que faire le contraire aurait été abdiquer. Penser, au sens où il l'entendait, c'était respirer, vivre. Même quand le pronostic médical l'a forcé à abandonner ses projets et que sa mort devenait imminente, il a écrit ses réflexions devant la mort¹ : texte plein de vie, sur la réalité qui devenait la sienne, et il ne se dérobait toujours pas. Fidèle à lui-même, faisant face lucidement, il a lu, oui, encore, et continué à débusquer les

→ → Suite de la page 5

sophismes et les métaphores illusoirs, cependant que son écriture s'efforçait de circonscrire au plus près, sans fioritures, le réel que la maladie lui imposait dorénavant. Et quand il fut incapable d'écrire, nous parlions de son cas, et de la vie, franchement : c'était, ma foi, réfléchir tout haut. Ainsi, simplement à le regarder aller, ai-je vu ce que penser veut dire quand on en fait un métier, la passion et le principe d'une vie. Voilà, c'est ça : Vacher ne s'est pas dilapidé ni jamais démenti, il a vécu sa vie, la pensant, bien vivant jusqu'au bout.

Et sans pourtant se prendre au sérieux, ni jamais prendre les autres de haut.

Car Vacher refusait d'humilier, c'était viscéral chez lui, cette détestation des hauteurs méprisantes qui transformait en inférieurs ceux à qui on s'adresse et les privait de leur parole. Une telle attitude le blessait profondément, le scandalisait et le mettait d'autant plus hors de lui qu'il savait qu'elle pouvait s'incruster en vous à votre insu et sous des dehors innocents. Au début des années 80, il était allé au Caire, un été, poursuivre son apprentissage de l'arabe classique. Or ce n'était pas celui que parlait le professeur qu'on lui avait assigné. Je revois encore Vacher, plusieurs mois après le fait, la voix altérée par une émotion à peine contrôlée, nous raconter, candide et effaré, qu'il avait demandé au professeur de se nommer selon la langue classique, il n'en revenait pas d'avoir osé faire une telle chose, il ne se le pardonnait pas. Voilà l'état où le mettait la honte d'avoir abaissé son semblable en lui demandant de singer une identité qui n'était pas la sienne. J'ai beaucoup appris de cet épisode, et vu combien subtilement Vacher était sensible à l'égalité et au respect de ses semblables.

C'est, je crois, ce refus d'humilier qui a trouvé à s'articuler positivement dans sa manière d'enseigner et dans le ton si caractéristique de ses livres. D'une part, il parlait et écrivait avec l'intention consciente d'être compris – qualité plus rare qu'on pense, surtout chez les philosophes. Clair, donc. En insistant trop sur le caractère intellectuel de la clarté, en quoi il excellait, on risque d'oublier tout ce qu'elle avait chez lui d'humain et de respectueux pour l'autre et de sous-estimer le pouvoir libérateur qu'elle donne à celui qui comprend beaucoup mieux grâce à elle. Surtout si l'on tient compte que, d'autre part, Vacher s'adressait toujours à ses interlocuteurs de manière à ce qu'ils sentent que la parole, essentiellement, leur appartenait autant qu'à lui, que le problème discuté les concernait. Toujours au fait des savoirs actuels, généreux de ses connaissances, il ne revendiqua

jamais l'autorité de l'expert mais adopta le ton du citoyen éclairé, de l'honnête homme, comme on disait jadis, qui doit se faire une tête dans l'incertitude, en évaluant les arguments. Vacher s'adressait toujours à l'intelligence de ses interlocuteurs, et à ceux-ci comme à ses semblables. C'est pourquoi quiconque le lit se sent intelligent, et justement parce qu'on s'adresse à lui comme si on s'attendait le plus naturellement du monde à ce qu'il comprenne et ait quelque chose à dire. Dans une classe, voilà qui rend peu à peu plus intelligent et fera oser prendre la parole. Ainsi s'élèvent les exigences et se prend-on à vouloir les rencontrer. Il y a aussi là, dans ce ton, l'idée que c'est ainsi, *collectivement*, que nous nous éclairons les uns les autres et le pari que dans cette discussion, démocratique en fin de compte, apparaîtront et se négocieront des solutions utiles.

Au fil des ans, Vacher a trouvé sa propre et humaine voix pour enseigner la philosophie et écrire ses livres. Elle n'était pas encore clairement affirmée en 1967, quand je l'ai connu. Et c'est comme si, par la suite, il s'était ramené à l'essentiel. Projet exigeant que le sien, et pas facile à réaliser, tel qu'il l'a au fur et à mesure mis en forme, de partager utilement avec ses semblables ses tentatives de composer avec l'incertitude, de déconstruire les illusions, de penser le réel, de dire vrai. Projet infatigablement repris. Il avait de la suite dans les idées, Vacher. Entier. Cela nous laisse des livres qui continuent de nous interpellier et nous gardent la tête vivante. Il m'aura instruite, rendue meilleure. C'est un rare bonheur d'avoir connu quelqu'un comme lui. Mais j'insiste : cela m'a montré à vivre, en quelque sorte. Pour cela, j'ai toujours eu besoin d'exemples, de ceux qui vous montrent que quelque chose que vous espérez est *possible*, alors même que vous en doutiez. Vacher m'a fait voir que, pourvu qu'on l'ose chacun à notre manière, il est possible, en pensant l'aventure de la vie, de « *bien faire l'homme* », comme disait Montaigne.

Et maintenant que je dois vivre avec le trou de son absence, cela continue de m'encourager.

Marie-José Daoust
5 septembre 2005

¹ À paraître incessamment : Laurent-Michel Vacher, *Une petite fin du monde. Carnet devant la mort*. Montréal, Liber, 2005